



Au Sommaire

Page 1 :

- L'édito

Page 2 :

- Armada de Rouen : débat sur l'eau au stand de l'Humanité. Le prix de l'eau à Fécamp

Pages 3 à 5 :

- L'entrée en vigueur cahotique de la réforme des retraites. Témoignages

Pages 6 à 10 :

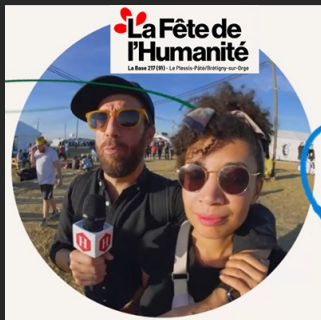
- L'enquête : le blues des profs

Page 11 :

- La fête de l'Huma

Page 12 :

- Contacter le Parti Communiste Français



15
16
17

Sept
2023

BILLETTERIE

AMBIANCE SUFFOCANTE ET BOUFFEE D'AIR FRAIS

Certains nous diront que c'est la rentrée. Mais c'est oublier un peu vite qu'un français sur trois n'est pas parti en vacances, faute de moyens. Après l'immense mobilisation populaire contre le recul de l'âge du départ à la retraite, Emmanuel Macron s'était donné « 100 jours pour apaiser ». Mais pour les familles modestes, il n'y a pas eu de répit : les prix des produits alimentaires n'ont pas baissé, l'électricité a pris 10 % de hausse, les effets du dérèglement climatique se sont aggravés cet été, mettant à rude épreuve des appartements et des maisons mal isolés, faute de moyens.

Et en cette rentrée, le festival du capital continue : les décrets instaurant la retraite à 64 ans viennent d'entrer en vigueur, de nouveaux médicaments vont être déremboursés et les franchises sur les consultations médicales vont augmenter. Mais [le nombre de millionnaires en France a encore progressé](#) : cherchez l'erreur.... Le racisme et le rejet de l'autre gagnent tous les jours du terrain pendant que les fractures béantes de la société française continuent à se creuser, entraînant des explosions de violence de plus en plus incontrôlées, comme cela a été le cas cet été.

[Les opérations de comm' de l'Elysée ne sont pas à la hauteur de tous ces enjeux](#). La dernière rencontre entre le président de la république et les différents partis politiques a été [décevante](#) : droite et extrême-droite ont réclamé en cœur un référendum sur

l'immigration. Par contre, l'idée d'un référendum multiple lancée par Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement, a été retoquée très sèchement par Emmanuel Macron lui-même, qui a également balayé d'un revers la main les propositions de référendum sur la retraite présentées par la gauche.

Le seul élément concret aura été la promesse du président d'organiser une conférence sur les bas salaires, promesse qu'il avait déjà lancée en mars dernier mais qui n'avait toujours pas été suivie d'effet.

Quant au dérèglement climatique, il n'en a même pas été question pendant les 12 heures d'entretien que le président de la république a accordé aux dirigeants des partis politiques français.

Dans cette ambiance suffocante, [la fête de l'Humanité](#) sera une bouffée d'air frais et de solidarité en actes, le rendez-vous de l'espoir pour toutes celles et ceux qui veulent en finir avec ce monde d'inégalités et d'injustices. Lieu de création, de débats, de liberté, la Fête de l'Huma reste un ferment de résistance, dont notre pays a bien besoin, face à la montée des discriminations et de l'extrême-droite, dans ce monde où l'urgence climatique se fait tous les jours plus pressante et où les femmes et les hommes n'arrivent plus à vivre de leur travail.

Spéculer sur l'eau devrait être interdit, cette ressource doit être un bien commun



Les élus membres de l'Association départementale des élus communistes et républicains de Seine-Maritime réunis pour débattre au bord de la Seine, ont fait le choix de traiter de la thématique de l'eau. De gauche à droite Philippe Rio, Maire de Grigny et Président de la Coopérative nationale des élus communistes, Anne-Emilie Ravache, Adjointe au Maire de Saint-Etienne du Rouvray, Chantal Benoit, Maire du Caule Sainte Beuve et David Fleury, Maire de Bornambusc.

Préserver l'eau de la spéculation capitaliste était au coeur de la journée dédiée aux élus communistes sur le stand.

Le matin, avec Philippe Rio, Maire de Grigny qui mène une bataille pour protéger la nappe phréatique de sa commune face au géant coca-cola, Chantal

Benoit, Maire du Caule-Sainte-Beuve et Présidente du Syndicat Adduction Eau et Assainissement Vallée Eaulne qui se démène chaque jour pour conserver sa régie publique afin de garantir le tarif le plus avantageux pour les usagers et David Fleury, Maire de Bornambusc et Vice-Président à l'Eau et l'assainissement

dans sa communauté de commune (qui doit faire face à une déperdition de son réseau d'eau ce qui implique de lourds investissements, toujours à la charge des communes). En effet, en milieu rural, la longueur du linéaire de réseau et le faible nombre d'abonnés rend la situation quasi-inextricable.

L'après-midi, avec Jean-Pierre Breugnot, Vice-Président en charge de l'eau et de l'assainissement à la Métropole Rouen-Normandie et Gilles Euzenat, Président de l'Association de protection de l'environnement de Criel et du Pays d'Yères (APECY) pour traiter la question des Risques d'inondation, le recul du trait de côte et la méthode à mettre en œuvre pour permettre la sécurité des habitants et le développement nécessaire de nos communes.

Des temps d'échange importants qui ne demandent qu'à se poursuivre.

EAU A FECAMP : LA FACTURE ADOUCIE

Le SIAEPA de la région Fécamp-Sud-Ouest est l'un des syndicats intercommunaux en charge de l'assainissement et de la gestion de l'eau sur notre territoire. En novembre 2021, un adoucisseur collectif de l'eau a été installé, dont le fonctionnement a connu plusieurs pannes. Avec des conséquences particulièrement fâcheuses puisque les analyses d'eau effectuées par l'Agence Régionale de Santé ont montré que l'eau était aussi calcaire qu'avant la mise en service de l'adoucisseur. Le collectif « Eau Bien Commun » avait déjà pointé l'anomalie que consistait le fait de faire payer aux usagers cet adoucisseur d'eau 18 mois avant sa mise en service. Mais demander aux usagers de continuer à payer pour un service qui n'est rendu que par intermittence n'a pas arrangé les choses... Le collectif « Eau Bien Commun » a demandé le 26 janvier au vice-président de l'agglomération de Fécamp-Caux-Littoral le détail des pannes de l'adoucisseur. Devant l'absence de réponse, le collectif a décidé d'adresser un courrier directement à M. Jean-Marie Crochemore, le président du SIAEPA Fécamp-Sud-ouest. Le 17 septembre, le collectif Eau Bien Commun a enfin reçu une réponse, avec la liste des pannes de l'adoucisseur et l'annonce que Veolia appliquera, lors de la prochaine facturation, une diminution du prix au m3 en fonction de la date de remise en service de l'adoucisseur. Une bonne nouvelle qui survient après la [décision de l'agglomération de Fécamp, en décembre dernier, d'augmenter de 15,16 % le tarif de l'eau distribuée aux fécampois](#)

REFORME DES RETRAITES UNE ENTREE EN VIGUEUR CAHOTIQUE



Ce vendredi 1er septembre, l'âge légal de départ est passé à 62 ans et 3 mois pour les personnes nées à partir du 1er septembre 1961, puis sera progressivement décalé de trois mois chaque année, pour atteindre 64 ans en 2030. Circulaires en attente, services débordés, logiciels pas à jour... les premières victimes se retrouvent dans des situations ubuesques, jusqu'à bousculer leurs projets.

L'histoire d'Edith

Edith avait déjà fait ses cartons, vendu son appartement. Le départ à la retraite était planifié depuis un moment. La future retraitée s'était imaginée vivre proche de sa fille et de ses petits-enfants, en Normandie.

Une deuxième vie, pleine d'insouciance, après des années de labeur. Une vie qui s'organise. Toutes les démarches avaient été effectuées un an auparavant. « *C'est la règle chez les fonctionnaires.* » Un arrêté était d'ailleurs paru le 24 mai, indiquant à cette conseillère technique de l'éducation nationale qu'elle pouvait « *faire valoir ses droits à la retraite* » au 1er octobre.

Mais voilà, la réforme des retraites mise en application ce 1er septembre a bousculé ses projets. Née le 28 septembre 1961, Edith fait partie des premières victimes, condamnée à faire trois mois de plus. C'est d'ailleurs ce que lui confirme la direction des ressources humaines du rectorat par mail : « *À la suite de la parution, le 04/06/2023, au Journal offi-*

ciel, du décret d'application, votre départ devra être reporté au plus tôt au 01/01/2024. »

Outre ce courriel, rien d'officiel. Mais encore un mail, cette fois du service informatique lui demandant de prendre rendez-vous pour rendre son ordinateur avant le 1er octobre. Edith désespère, en attendant le nouvel arrêté. « *Personne n'est capable de me donner une date* », s'énerve-t-elle.

Devenue « SDF », elle se retrouve à vivre chez son père, au moins pour un mois. Ensuite, « *j'alternerai, une semaine chez une copine, puis l'autre, et ainsi de suite* ». Elle enrage, ce stress, elle s'en serait bien passée. D'autant que ce report déstabilise toute une équipe, puisque son poste « *ne sera*

.../...

.../...



pas remplacé avant la rentrée 2024 ».

« C'est comme ça dans l'éducation nationale. Mes collègues devront compenser mon absence. » Heureusement, sa fille aînée avait un peu anticipé et n'a pas compté sur elle, sourit-elle. Pourtant, le gouvernement communique. Selon le ministre du Travail, « tout est prêt ». Dans un même concert, Renaud Villard, le directeur général de la CNAV, la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse, a même affirmé, mardi 29 août, que « les équipes ont été formées, accompagnées, renforcées » par 300 CDI et quelques centaines de CDD, afin d'anticiper une « probable » hausse des appels des assurés « en septembre-octobre ».

Des salariés partis depuis six mois et qui se retrouvent contraints de retourner au travail

Thibaut Sellier, de la CFDT retraité, ne vit pas du tout la même réalité. « Depuis le mois de juin, nous avons jus

qu'à 2 000 visites par jour de notre site, avec une multitude de témoignages du même genre et des situations ubuesques », note le syndicaliste. Comme ces salariés bénéficiant de comptes

épargne-temps (CET) qui sont partis depuis six mois et se retrouvent contraints de retourner au travail pour trois mois. « *Jamais une réforme des retraites n'a été aussi mal préparée. Les délais sont trop courts.* »

En 2010, compare le syndicaliste, « six mois s'étaient écoulés entre le vote de la loi et l'application de la réforme. Ce n'est pas en deux mois, en pleine période de vacances estivales, que l'on peut traduire les décrets en circulaires d'application, mettre à jour les logiciels des caisses de retraite, former le personnel », poursuit-il. Bernard en a fait les frais. Pour lui, la quille était prévue le 1er août. Son employeur était prévenu. Le feu vert lui avait été donné en décembre par la Caisse d'assurance-retraite et de la santé au travail (Carsat) Centre Val-de-Loire. Après étude de ses droits, le travailleur social, né le 8 décembre 1961, aurait même pu partir immédiatement puisqu'il bénéficie du dispositif carrière longue. Mais, lors des démarches effectuées dans la foulée auprès de la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL), l'ex-agent territorial déchanté : sa demande est rejetée.

La CNRACL invoque alors, par erreur, un manque de trimestres dû à un mode de calcul différent. « *Je n'ai pas tout compris parce que c'est très compliqué, mais grosso modo, il me manquait quelques trimestres*, poursuit-il. *Je suis ressorti dépité.* »

Sur le coup, le futur retraité alerte son employeur pour lui expliquer la situation. Puis, en parallèle, Bernard fouille dans sa carrière, à la recherche de potentiels trimestres. « *Le 13 juillet, six mois après ma demande, la CNRACL me contacte pour m'indiquer que le dossier a été représenté, qu'il est recevable.* » Pis, l'organisme lui affirme que son départ aurait pu se réaliser dix-huit mois plus tôt.

Impossible pour lui de partir de façon aussi précipitée, en pleine période estivale, sans avoir été remplacé. « *Ce n'est pas une manière de partir en foutant tout le monde dans la merde !* » Il pense aux jeunes toxicomanes dont il s'occupe. Chaque jour, il leur cherche un travail qui consiste à effectuer une petite tâche de nettoyage, de peinture, rémunérée, qu'il réalise avec eux. Le voyage en vélo sur les bords de Loire, prévu pour septembre avec sa femme, jeune retraitée, attendra. Une nouvelle demande est déposée pour le 1er octobre, ce qui fait basculer Bernard dans les dispositifs prévus par la nouvelle réforme. Il lui faudra effectuer un nouveau passage en commission, qui se réunit tous les deux mois. Retour à la case départ. Personne à la Carsat n'est capable de lui donner les délais. « *Je suis dans l'incertitude totale. J'ai de nouveau prévenu mon employeur.* »

.../...

.../...



Thierry s'informe et apprend qu'avec la clause de sauvegarde, il pourra partir plus tôt

Si la mise en place de la réforme est « brutale », elle est également « injuste », explique pour la CGT Régis Mezzasalma, puisque certains pourraient perdre le bénéfice de leurs droits, « faute d'information ». Les cas les plus problématiques concernent les départs anticipés pour carrière longue, après le vote d'une « clause de sauvegarde ».

[Selon le décret paru le 4 juin](#), les assurés nés entre le 1er septembre 1961 et le 31 décembre 1963 pourront garder le bénéfice du dispositif carrière longue, avec un départ anticipé à 60 ans, à condition de réunir, avant le 1er septembre 2023, les 168 trimestres cotisés.

Or, selon un document de la CGT révélé par France Inter et confirmé par l'assurance-retraite, les agents de la CNAV ont pour consigne de ne pas évoquer ce dispositif et de ne l'appliquer qu'à « la demande expresse de l'assuré ». Une question de « lisibilité », se justifie l'organisme, puisqu'elle ne concerne que 3 000 à 4 000 personnes au maximum, sur une génération qui compte plus d'un million et demi de candidats à la retraite. Un argument surprenant dans un État de droit. Thierry est un des visages de ces milliers de Français. Né en juin 1963, sa vie active a débuté à 18 ans, dans un groupe de protection sociale où il gravit progressivement les échelons. Une carrière assez simple qui le rend éligible à la mesure et lui octroie le droit de partir le 1er octobre.

Son relevé de carrière, édité au mois de juillet, lui indique 170 trimestres à acquérir du fait de la réforme, mais il ne dispose d'aucune indication sur les dispositions relatives à la carrière longue, ni sur la clause de sauvegarde. Heureusement, Thierry, membre de la CGT, s'informe et questionne. Il apprend

qu'avec la clause de sauvegarde, il pourra partir plus tôt à condition d'avoir 168 trimestres. « Ce qui montre bien que ce manque d'information est un véritable frein », pointe Régis Mezzasalma.

Cela ne s'arrête pas là. Puisque, à compter de la date du 1er septembre, Thierry n'aura cotisé que 167 trimestres et deux mois, mais acquis largement les 168 trimestres en euros cotisés. « Ce qui lui donne le droit de bénéficier du dispositif carrière longue ancien système », confirme ce spécialiste des retraites. Rien à faire, le logiciel de la Carsat rejette systématiquement ses demandes. Il doit prendre rendez-vous avec un conseiller.

Seulement, ce rendez-vous sera effectif après la date du départ potentiel. Face à cette situation, Thierry préfère comme beaucoup d'autres reporter son départ pour éviter de passer pour un « clown » auprès de ses « clients ». Et de faire passer son entreprise pour des « irresponsables ».

Ainsi va la réforme des retraites en Macronie.



L'ENQUÊTE

LE GRAND BLUES DES PROFS

Qui veut encore être prof ? C'est la question qui hante l'éducation nationale, entre ceux qui décrochent et ceux qui ne veulent pas y entrer. Salaires, conditions de travail, image du métier... l'acharnement libéral a raison des plus belles vocations enseignantes et envoie l'école de la République dans le mur.

OLIVIER CHARTRAIN
olivier.chartrain@humanite.fr

Matt Damon, cela vous dit certainement quelque chose. Après s'être fait connaître pour ses rôles dans « Will Hunting » ou « Il faut sauver le soldat Ryan », l'acteur américain est devenu une superstar mondiale en incarnant le personnage-titre de la tétralogie musculo-paranoïaque des « Jason Bourne ». C'est moins connu : sa maman, Nancy Carlsson-Paige, était prof de sport dans le Massachusetts. Alors, quand un journaliste lui demande son avis sur les conditions de travail des enseignants, il répond façon Jason Bourne, sans prendre de gants : « Pourquoi les gens accepteraient un salaire de misère et des horaires à rallonge, à part s'ils aiment vraiment ce métier ? » La remarque serait transposable sans adaptation au contexte français. Du moins, elle l'a longtemps été. Car, de ce côté de l'Atlantique, on commence à avoir bien du mal à trouver des candidats qui acceptent le salaire, les horaires... et tout le reste. Parmi celles et ceux qui pourraient postuler pour entrer dans la confrérie, comme parmi celles et ceux qui en font déjà partie.

Les chiffres le montrent sans ambiguïté. Parmi les enseignants en activité, du premier comme du second degré, la marée des départs volontaires - démissions ou ruptures conventionnelles - ne cesse de

.../...



monter : 364 en 2009, 1 554 en 2020, 2 286 en 2021, le reste en cours... Quant au recrutement, c'est devenu LA question. En 2022, sur 23 500 postes offerts aux concours d'entrée, plus de 3 700 n'avaient pas été pourvus. Rue de Grenelle, on expliquait alors qu'il s'agissait juste d'un décalage d'un an, dû au changement du système de formation initiale des profs, et qu'avec une bonne campagne de communication mettant en scène le personnage emblématique de « Madame Falempin », la prof adorée qu'on a tous eue, tout allait rentrer dans l'ordre dès cette

LA MARÉE DES DÉPARTS VOLONTAIRES NE CESSE DE MONTER : 2 286 EN 2021, C'EST ENVIRON 6 FOIS PLUS QU'EN 2009.

année. On a vu : avec plus de 3 200 postes non pourvus à l'issue de la session 2023, la performance est à peine meilleure. C'est près d'un poste sur cinq qui manque dans le primaire et plus d'un sur six dans le secondaire. Sans surprise, ce sont les académies d'Île-de-France hors Paris, soit celles de Créteil et de Versailles, qui sont le plus touchées – avec la Guyane et Mayotte. Face à de tels déficits, les recrutements de personnels contractuels par job dating ou via Pôle emploi, s'ils occupent le devant de la scène médiatique, ne pourront pas, par-delà les nombreux problèmes qu'ils posent, combler tous les manques.

« POURTANT, J'AI ADORÉ ENSEIGNER »

D'autant que la problématique dépasse largement la seule question des entrées et sorties du métier. Dans ces lieux privilégiés de la sociabilité enseignante que sont les salles des profs (ou salles des maîtres dans le primaire), la tonalité n'est pas meilleure. Oh, on y échange toujours des astuces pédagogiques ou des expériences, mais là aussi, la petite musique qui monte ressemble de très près à un bon vieux blues. Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU (premier syndicat du secondaire), rapporte ainsi à qui veut l'entendre l'anecdote de cet enseignant syndiqué qui, l'an dernier, lui racontait que le jour de la prérentrée, le conseil que ses collègues lui demandaient le plus était : « Comment fait-on pour démissionner ? »

C'est le pas qu'a franchi Rémi (1), qui ne fera pas sa septième rentrée cette année. « Une nouvelle rentrée, de nouveaux élèves, c'est le bon côté du métier », explique pourtant ce jeune prof d'histoire-géo de 31 ans. « J'ai adoré enseigner »,)))

Retraites, premières embrouilles

Dès les 1ers jours d'application de la réforme des retraites, le gouvernement commencent ses coups tordus. Dernier épisode : [la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse a reçu pour consigne de ne pas informer les assurés de leurs droits](#). Officiellement pour « gagner en lisibilité »...

Deux mandats ne lui suffisent pas

Lors de la rencontre avec tous les partis politiques, Emmanuel Macron a laissé échapper ce cri du cœur [« la limitation du mandat présidentiel à deux quinquennats : une funeste connerie »](#). Président à vie semble être son désir le plus cher...

Fécamp, championne

Fécamp détient le record de Haute-Normandie pour le taux de sa taxe foncière. Merci Mme Poussier-Winsback de tout ce que vous faites pour nous !

Fermeture des urgences de l'hôpital

Faute de médecins, le service des Urgences de l'hôpital de Fécamp a été obligé de fermer dans la nuit du 9 au 10 septembre., seul le SMUR et les urgences gynécologiques réussissant encore à fonctionner. Entre afflux de touristes et manque de personnel, [163 autres hôpitaux ont eux aussi été obligés de fermer partiellement cet été](#), 60 départements de France ayant été touchés ainsi. Rappelons que [l'ancien ministre de la santé avait clamé qu'il n'y aurait pas de fermetures cet été, « mais un accès régulé »](#). Belle langue de bois.

Encore un qui abandonne le navire

[Le conseiller chargé par Emmanuel Macron de piloter son Conseil National de la Refondation vient de démissionner](#). Lancé à grand renfort de comm' en septembre 2022, ce fumeux machin devait engendrer une véritable révolution en politique....

« ON TRAVAILLE TOUT LE TEMPS. » AJOUTÉE AU MANQUE DE RECONNAISSANCE, LA CHARGE MENTALE RONGE LE MORAL DES ENSEIGNANTS.

» précise-t-il, comme pour bien indiquer que ce n'est pas une forme d'échec professionnel qui l'a conduit à dire stop. Issu d'une famille modeste où ses parents « voyaient l'école comme un moyen de s'élever », il ironise : « C'était le seul truc où j'étais bon, alors... » Il rêve d'être « un de ces profs qui vous marquent » pour la vie.

Mais pour son premier poste, il arrive en collège à Mantes-la-Jolie en 2018 – l'année où, en pleine lutte contre la réforme du bac, des lycéens de la ville se font mettre à genoux, les mains sur la tête, par des policiers : « J'ai commencé à comprendre qu'on est dans un système de reproduction sociale, un système violent, de domination, et pas seulement d'émancipation. » Il comprend aussi qu'il ne doit attendre aucun soutien de sa hiérarchie. Un sentiment que partage Emma, professeure des écoles dans un village de l'Aude. Elle aussi est une « jeune » enseignante, puisqu'elle exerce depuis huit ans seulement. Mais elle a eu un parcours professionnel – dans l'édition, notamment – en amont. Et surtout, elle n'envisage

Avec le pacte, Macron entend « mieux payer » ceux prêts à faire « plus d'efforts ». Au-delà de la mise à mort du statut, les propos constituent une véritable insulte aux enseignants.

pas de quitter l'enseignement – elle laisse entendre que, la cinquantaine passée, le marché du travail ne l'attend pas à bras ouverts. Mais son état d'esprit, nombre de ses collègues le partagent, sans aucun doute : « On est seuls. On est tout seuls à se débattre, à essayer de trouver des solutions. » Elle décrit le rapport à sa hiérarchie comme « infantilisant, inintéressant. On ne peut pas compter sur elle, on a rarement des interlocuteurs valables ».

ENCORE PLUS ISOLÉS EN ZONE RURALE

Elle a aujourd'hui une classe à double niveau, grande section et CP. C'est la seule classe dans l'école de son village, les autres niveaux étant répartis dans d'autres communes, dans le cadre d'un regroupement pédagogique. L'isolement, elle le ressent d'autant plus durement que « nous avons des problématiques sociales très lourdes. La ruralité est devenue une sorte de refuge pour des familles à très faibles ressources, avec toutes les problématiques spécifiques que ça peut entraîner ». Et quand arrive un élève souffrant d'une maladie lourde, qui peut nécessiter d'avoir à lui faire des injections alors qu'on n'en a pas la qualification, cet isolement devient intolérable : « On m'a dit : "Appelez le 15, ils vous diront comment faire !" Je n'ai pas dit non. Je n'ai même pas essayé. Heureusement, le cas

.../...



RICHARD DAMORET / REA



XOISE BOUZAS / HANS LUCAS

L'ENQUÊTE

LE GRAND BLUES DES PROFS

ne s'est pas présenté. Mais j'ai passé toute l'année avec ça en tête. »

La charge mentale, c'est une part non négligeable de ce qui ronge le moral des profs. « Ma fille déteste mon métier », reprend Emma. « Elle me dit : "Arrête de parler de tes élèves !" J'en parle tout le temps, ça m'exaspère moi-même. C'est un boulot auquel on pense tout le temps. On travaille tout le temps, en fait. » Et en tout cas, selon les chiffres du ministère lui-même, en moyenne 42 heures pas semaine dans le secondaire et 43 heures dans le primaire. Bien loin des caricatures colportées à longueur d'antenne, et parfois jusqu'au gouvernement, qui montrent les enseignants comme des gens qui travaillent peu, sont bien payés, ont les vacances les plus longues du monde et se plaignent sans cesse. Un « prof bashing » comme une préparation d'artillerie pour faire passer dans l'opinion les réformes de ces dernières années, que les enseignants rejettent très largement. Y compris celle des retraites : « Elle a fait très mal », constate Emma. « Du fait de mon parcours, je savais déjà que je partirais tard. Mais là, je ne me vois pas à 64 ans avec des enfants de 5 ans. Encore moins à 67, voire 70 ans. »

« NOS SALAIRES SONT INEPTES »

D'autant, reprend-elle, que « nos salaires sont ineptes ». En effet : entre 1981 et 2004, les enseignants ont perdu en moyenne 20 % de pouvoir d'achat, constatait une étude publiée en avril dernier par le collectif Nos services publics. Et ensuite ? Encore 15 à 25 % de baisse entre 2000 et 2021, constatait le Sénat en 2022. Ni les dernières augmentations, qui ne concernent pas tous les enseignants et restent inférieures à l'inflation, ni la mise en place du « pacte », qui n'est rien d'autre qu'un nouveau « travailler plus pour gagner plus », n'y remédieront. C'est pourtant, si l'on en croit un sondage réalisé en 2022 pour la Cour des comptes, l'une des principales raisons pour lesquelles les jeunes se détournent du métier – avec les conditions de travail. « Je serais prêt à y retourner, confirme Rémi, si les circonstances m'y obligeaient, mais je n'ai pas envie. » Emma, elle, a décidé de s'accrocher : « Je comprends que certains prennent du recul. Mais j'ai choisi ce métier pour son sens, je ne peux pas me dire qu'il n'en a plus. » ●

(1) Le prénom a été modifié.

Après le scandale des EHPAD, celui des crèches

Le dernier rapport de l'IGAS confirme qu'il se passe de drôles de choses dans les crèches privées : économies sur la nourriture et les couches des enfants, manque de personnel, surexploitation des salariées. Autant de pratiques douteuses qui rappellent le [scandale ORPEA](#)

Bernard Arnault fait la charité

A l'annonce des [grandes difficultés des « Restos du cœur »](#), le multimilliardaire a annoncé donner 10 millions €. C'est un geste à saluer. Mais également à relativiser : pour un salarié payé 2250 € par mois, cela reviendrait à faire un don de... 10 centimes. [Fabien Roussel attend des autres milliardaires qu'ils contribuent eux aussi, à la hauteur de leurs moyens, à la solidarité avec les « Restos du cœur »](#). Et si on rétablissait l'ISF ?

Ségolène Royal, coucou la revoilou

Disparue des radars, l'ancienne ministre de François Hollande a refait parler d'elle lors des universités d'été de LFI en se portant candidate pour mener une liste aux élections européennes. [Avec le soutien de Jean-Luc Mélenchon](#). Mais finalement, [la France Insoumise a recalé Ségolène Royal](#). Lot de consolation, : Ségolène Royal va devenir [chroniqueuse sur TPMP](#)

Marie Toussaint et Sandrine Rousseau huées aux universités d'été de LFI

Les deux dirigeantes écologistes, invitées aux universités d'été de La France Insoumise, y ont reçu un [accueil très hostile](#). La cause : la volonté de s'écologistes d'avoir leur propre liste aux élections européennes

ENTRETIEN

« Sur le sens de nos missions, nous sommes arrivés à un moment charnière »

Pour la syndicaliste Sophie Vénétiay, le « pacte enseignant » voulu par Emmanuel Macron ne fait qu'aggraver le malaise. Casse du statut, mise en concurrence des professeurs, management de type start-up... Un cran de plus est franchi afin de sortir le métier du champ de l'État.



MAGALI BRAGARD

SOPHIE VÉNÉTAY
Secrétaire générale du Snes-FSU

Démissions, reconversions, difficultés de recrutement... Peut-on parler de

désinvestissement de la profession enseignante ?

Je ne parlerais pas de désinvestissement, mais de moins de surinvestissement. On a par exemple des collègues qui nous disent se mettre à temps partiel pour se protéger, juste pour pouvoir faire leur travail sans craquer. Ils sont prêts, pour cela, à perdre en salaire. C'est une forme de repli sur soi, de protection face aux injonctions et aux conditions de travail. Je me souviens aussi, au moment de la prérentrée l'an dernier, de ce collègue qui nous racontait que dans son établissement, la question qui revenait le plus souvent était : « Comment fait-on pour démissionner ? » On a à la fois des jeunes profs qui se prennent la réalité du métier en pleine figure et, chez ceux qui sont plus expérimentés, le retour de bâton de toute cette période, depuis 2016, où ils ont dû encaisser des réformes imposées contre leur volonté, tout en étant constamment pointés du doigt. À présent

ils disent « stop, maintenant je pense à moi ».

Les réponses apportées à ces préoccupations vous semblent-elles à la hauteur ?

C'est le contraire ! Quand on explique aux différents ministres que les personnels sont en souffrance, on nous répond que la réforme du lycée, c'est formidable, qu'on va continuer à supprimer des postes parce que la démographie baisse... Il y a aussi un chantage constant, cynique, à la conscience professionnelle – comme Gabriel Attal qui, lorsqu'on lui fait remarquer que ça ne se bouscule pas pour signer le « pacte », répond que ça va changer « parce que les profs sont attachés à la réussite de leurs élèves ». Ce genre de chantage fonctionne de moins en moins.

Ce « blues » s'explique-t-il par des causes circonstancielles comme les salaires, les conditions de travail, ou le mal est-il plus profond ?

Il y a des causes conjoncturelles, liées aux réformes ou à l'attitude des ministres – le passage de Jean-Michel Blanquer, en

particulier, a laissé des traces de ce point de vue. Mais il y a surtout des causes structurelles. Le discours constant sur les enseignants, sur l'éducation en général, joue un rôle majeur. La politique de dégradation du service public qui est menée depuis quinze ou vingt ans, le poison lent des suppressions de postes, tout cela fait très mal. Nous sommes nombreux à nous être engagés dans ce métier avec l'idée de service public en tête, pour tous les élèves, y compris les plus en difficulté. Et on finit par se demander : quel est le sens de ce que je fais ? Sur ce plan, nous sommes arrivés à un moment charnière.

Peut-on encore redonner à l'éducation et aux enseignants la place qu'ils méritent ?

Oui, mais un changement de paradigme est nécessaire, une vraie rupture, dans la forme et dans le fond. Il faut en finir avec les discours coupés de la réalité, voire basés sur une réalité alternative. Assez de ministres qui disent qu'ils nous aiment : les actes doivent suivre, pour les salaires, les conditions de travail, pour sortir le collège et le lycée de la spirale de la reproduction sociale et qu'ils redeviennent des lieux où les profs, où l'école publique jouent leur rôle pour tous. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR O. C.

« IL FAUT EN FINIR AVEC LES DISCOURS COUPÉS DU RÉEL, VOIRE BASÉS SUR UNE RÉALITÉ ALTERNATIVE. ASSEZ DE MINISTRES QUI DISENT QU'ILS NOUS AIMENT : LES ACTES DOIVENT SUIVRE. »



[La programmation musicale complète des 3 jours](#)

[Le site Internet de la Fête de l'Huma](#)

Les débats de l'Huma : le climat, pour la paix, la bataille des retraites, la lutte contre l'extrême-droite, le féminisme, le pouvoir d'achat, la culture

BILLETTERIE

BON DE SOUTIEN

La Fête de l'Humanité

La Base 217 (91) - Le Plessis-Pâté/Brétigny-sur-Orge

CARREFOUR DES LUTTES • HUMANITE • SOLIDARITE INTERNATIONALE
ANTICAPITALISME • RASSEMBLEMENT DE LA GAUCHE • DÉBATS
CONCERTS • LUTTE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES • PAIX
DÉMOCRATIE • RÊVES • FÉMINISME • JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE
ASSOCIATIONS • AUGMENTATION DES SALAIRES • SOLIDARITÉ • SYNDICATS
LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ • PARTAGE • CINÉMA • PROGRESSISME
ÉDUCATION POPULAIRE • EXPOSITIONS • ÉCOLOGIE • DÉCOUVERTES
RENCONTRES • INCLUSION • LUTTE CONTRE LE VALIDISME

UNE FÊTE CULTURELLE, POLITIQUE ET POPULAIRE

**15
16
17**
Sept
2023

Avec les communistes, devenez acteur du combat pour défendre les retraites

JE REJOINS le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance Sexe  

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de recevoir l'Humanité pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

OUI

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à pcf@pcf-fecamp.fr

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :
Pour suivre l'actualité politique au quotidien

Cliquez ici 

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici 

Le journal l'Humanité :

Cliquez ici 

Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

Cliquez ici 

La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 